LES 5@7 DE LA GAZETTE
LE BALADO DE l'apéro
LE 13 NOVEMBRE DÈS 17H
Musée Pop, 200 Rue Laviolette, Trois-Rivières
Animatrice: Valérie Deschamps
Invités : Marie-Line Audet, Lynn O'Cain et Richard Grenier

GRATUIT
MENSUEL 17 000 EXEMPLAIRES
NOVEMBRE 2019 - VOLUME 35 - NUMÉRO 2
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

DOSSIER SPÉCIAL

Justice climatique

PAGES 13 à 15

CRÉDITS : YVAN COSSETTE

OPINION

S'adresser à un mur

PAGE 2

SOCIÉTÉ

Plaidoyer pour l'inclusion sociale

PAGE 3

HISTOIRE

Parc industriel de Bécancour : Une histoire inachevée

PAGE 3

CHIFFRE DU MOIS

1,5 milliard

de dollars canadiens
C'est la somme estimée des subventions fédérales accordées annuellement aux industries des combustibles fossiles au Canada entre 2013 et 2015.

Source : Centre canadien de politiques alternatives

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ
PAGE 3

HISTOIRE
PAGE 3

ÉCONOMIE
PAGE 4

CHRONIQUE SISMIC
PAGE 4

ENVIRONNEMENT
PAGE 5

CULTURE
PAGE 6

PROCHE EN TOUT TEMPS
PAGE 7

GRANDS ENJEUX
PAGES 8 ET 9

INTERNATIONAL
PAGES 10 À 12

DOSSIER JUSTICE CLIMATIQUE
PAGES 13 À 15

lagazette de la Mauricie

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6
Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

www.gazettemauricie.com
facebook.com/lagazettedelamauricie
@GazetteMauricie

DISTRIBUTION CERTIFIÉE
La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

Président : Louis-Serge Gill
Directeur : Steven Roy Cullen
Correctrices : Diane Vermette, Mireille Pilotto.
Conception graphique
et infographie : Martin Rinfret
ISSN : 1717-2179

AMECQ
ASSOCIATION DES MÉDIAS ÉCRITS COMMUNAUTAIRES DU QUÉBEC

La Gazette de la Mauricie, c'est VOTRE journal. Faites-nous parvenir vos commentaires et propositions.

S'adresser à un mur

Le 21 octobre dernier ouvrait la nouvelle clinique multidisciplinaire au Centre Cloutier-du Rivage. L'ouverture de cette clinique fait suite à la décision de l'administration du CIUSSS MCQ annoncée en août dernier de fermer l'urgence, une fermeture contestée.

RÉAL BOISVERT

Plus de sept mille personnes ont signé la pétition s'opposant à la fermeture de l'urgence du Centre Cloutier-du Rivage dans le secteur Cap-de-la-Madeleine à Trois-Rivières. Rappelons que cette urgence se situe dans un environnement très défavorisé au plan de l'emploi, de la scolarité et des revenus. On y retrouve plus de 25 % de personnes âgées, un peu plus de 50 % de familles monoparentales et des taux de signalements jeunesse supérieurs à ce que l'on observe pour la région. Plusieurs gens vivant dans ces conditions ont moins souvent accès à un médecin de famille et tardent habituellement à consulter quand ils éprouvent un problème de santé. En moyenne, les résidents de ce secteur affichent une espérance de vie inférieure de cinq à six ans en comparaison des personnes qui résident dans les quartiers les plus favorisés selon le dernier rapport du Directeur régional de la santé publique.

Parmi les signataires de la pétition on retrouve des commerçants, des gens de la place, des travailleurs au salaire minimum, des bénéficiaires de revenus de dernier recours et des personnes seules. Pour beaucoup d'entre eux, se déplacer en cas d'urgence à l'autre bout de la ville représente une dépense prohibitive.

Cette communauté a néanmoins du ressort. Elle s'est levée d'un seul coup et, dans un élan du cœur, s'est portée résolument à la défense de ses services de santé de proximité. Elle n'a pas exigé la lune. Elle a imploré tout simplement les autorités du CIUSSS de surseoir momentanément à un projet mal ficelé. En effet, on peine à recruter les super-infirmières devant prendre la relève des médecins. Bref, de quelque côté que l'on regarde la chose, la reconversion de l'urgence en clinique de proximité revient, en dépit des beaux discours, à opérer une coupure de services à un endroit où les besoins sont les plus criants.

Sept mille signatures en vain... On connait la chanson. Combien de signatures ont stoppé le mouvement Desjardins au moment où il a procédé à la fermeture de dizaines de comptoirs de service sur l'ensemble du Québec? Aucune. Idem avec le CIUSSS. Tout se passe comme si les grosses bureaucraties de services se situaient au-dessus de la mêlée dans un univers auto-régulé, sans interaction avec le vécu et les contingences du réel. On a eu un bon aperçu du décrochage populationnel du CIUSSS quand, sous le couvert d'une démarche dite scientifique, on a demandé à des parents désireux de devenir famille d'accueil s'il était préférable d'abuser de son enfant plutôt que de tromper sa femme. N'importe qui vous dira que pareille hérésie a autant à voir avec la recherche d'une donnée probante qu'un tweet de Donald Trump a à voir avec la diffusion de la théorie de la relativité générale.

Dans la même veine, étant donné les errances du gouvernement Legault en matière d'environnement, à quoi peuvent bien servir les 250 000 signatures de la pétition initiée par Dominique Champagne concernant le pacte pour la transition énergétique? Et on s'étonnera après tout cela que d'aucuns, pour se faire entendre en matière de santé ou d'environnement, préfèrent désormais forcer la fermeture d'un pont plutôt que de s'adresser à un mur?

SOURCES DISPONIBLES ***sur notre site gazettemauricie.com***

Boris

TOPONYMIE ET PARITÉ

Plaidoyer pour l'inclusion sociale

Le mot « parité », autrefois réservé au domaine du sport, est de plus en plus souvent utilisé en dehors cette sphère : toponymie, politique, arts et culture, milieu des affaires. Bien que ce débat se rapporte à des milieux différents, il témoigne d'un enjeu commun : celui de la place que l'on accorde aux femmes et aux hommes dans l'espace public.

CAROL-ANN ROUILLARD

Les personnes à la tête d'organisations sont d'ailleurs les premières à se prononcer en faveur de l'égalité et d'un plus haut taux de recrutement de femmes. Toutefois, ces paroles mènent bien souvent à peu de changements concrets. Pourquoi? Parce que ce discours s'accompagne souvent d'un « mais ».

« Nous voulons recruter des femmes, mais elles manquent de confiance en elles et elles hésitent à se présenter. »

« Oui, mais elles manquent de temps en raison de la charge familiale qu'elles assument souvent en plus grande partie. »

« Je ne suis pas contre qu'il y ait plus de femmes, mais leur entrée dans la sphère publique est plus récente que celle des hommes, il faut laisser du temps pour que le rééquilibrage se fasse. »

La liste de raisons évoquées pour justifier le déséquilibre entre la proportion de la population que constituent les femmes et la place qu'elles occupent dans les sphères du pouvoir et les reconnaissances qui leur sont décernées est longue.

LA MARCHE À SUIVRE

D'autre part, les personnes en faveur de la parité mobilisent plusieurs arguments pour justifier leur positions, tels que l'importance de représenter tous les points de vue à la table, ou de partager les sphères du pouvoir ou de reconnaissance dans l'espace public.

D'autres justifications qui m'apparaissent centrales dans cet enjeu sont les valeurs de justice et d'équité s'incarnant à travers la parité.

S'il est vrai que l'atteinte de la parité dans les sphères publiques ne suffit pas pour atteindre l'égalité dans toutes les sphères de la société, elle apparaît tout de même comme une condition essentielle pour espérer y parvenir.

Pour ce faire, il faut d'abord reconnaitre la sous-représentation des femmes – comme de tous les groupes sociaux – comme un réel obstacle à l'atteinte d'une société égalitaire et inclusive et démontrer une intention ferme de changer les choses. Ensuite, il faut accepter de se remettre en question en se demandant comment nos pratiques peuvent bénéficier à un groupe au détriment d'un autre. Des solutions existent et ont fait leurs preuves dans plusieurs milieux, encore faut-il accepter de modifier ses façons de faire.

CRÉDITS : DOMINIC BÉRUBÉ.

La place qu'on accorde aux femmes dans l'espace public ne reflète pas l'idéal de parité véhiculé par les décideurs. Les bottines ne suivent pas toujours les babines.

LA PREUVE PAR L'EXEMPLE

En janvier 2018, quelques mois avant le déclenchement de la campagne électorale provinciale, les chefs François Legault et Philippe Couillard tenaient eux aussi un discours de type « oui, mais ». Pourtant, le jour du scrutin, tous les partis présentaient une zone paritaire de candidatures. Ce résultat a nécessité un changement des pratiques de recrutement : cibler les bonnes personnes et bien les approcher peut parfois faire une différence importante dans les résultats obtenus.

Comme dans plusieurs situations, tout est une question de valeurs et de volonté !

SOURCES DISPONIBLES *sur notre site gazettemauricie.com*

HISTOIRE

PARC INDUSTRIEL DE BÉCANCOUR

Une histoire inachevée

Le parc industriel de Bécancour, qui a célébré ses cinquante années d'existence en mai 2018, possède une histoire riche en rebondissements. Replongeons-nous dans ses balbutiements.

JEAN-FRANÇOIS VEILLEUX

L'histoire industrielle de Bécancour est intimement liée à son développement en tant que cité urbaine et à la volonté de ses élites d'en faire une ville moderne. Cela débute dès l'automne 1962 lorsque le gouvernement libéral de Jean Lesage annonce son intention d'implanter sur le territoire un mégaprojet de sidérurgie québécoise, Sidbec, au coût de 225 millions de dollars à l'époque.

Le Trust général du Canada achète alors toutes les propriétés du rang Cournoyer, soit 96 fermes, dont la superficie totalisait 7 650 acres. Au cours des années 1960, le projet d'aciérie Sidbec entraîne le déplacement de 66 familles, soit environ 300 personnes, qui doivent s'établir ailleurs. Il faudra six à sept ans pour qu'elles soient toutes installées dans les villages avoisinants. Cela obligea aussi plusieurs personnes à apprendre un nouveau métier ou bien à rebâtir une propriété.

Malgré la construction de la centrale nucléaire Gentilly-1 en mai 1965, la construction du pont de Trois-Rivières (achevé en décembre 1967) – unique passage sur le fleuve entre Montréal et Québec –, puis les multiples promesses électorales des divers chefs de partis politiques, le projet sidérurgique est un échec. En juin 1968, Daniel Johnson confirme l'abandon du projet d'aciérie Sidbec au profit de la Dosco, déjà établie à Contrecœur.

Cependant, en décembre 1968, la création de la Société du parc industriel du Centre du Québec (SPICQ) veut faire de cette zone d'expropriation « le plus grand parc industriel en Amérique du Nord » ! Environ 7 000 acres des terrains acquis par le Trust général du Canada sont revendues, ce qui amène l'implantation en 1970 d'une première entreprise, Biraghi, qui fabriquait des équipements de récupération d'énergie pour l'industrie lourde. Puis, en trois ans, on entame les travaux de construction d'une route menant au fleuve Saint-Laurent, de l'autoroute 30 et de la première phase du projet portuaire. Ces infrastructures attirent en 1974 d'autres usines : C.I.L. (Olin), Céramco, S.K.W. (Silicium Québec) et Didier, une expansion qui culmine en 1984 avec l'arrivée d'Aluminerie Bécancour inc. au coût de 1,3 milliard de dollars.

CRÉDITS : LE COURRIER SUD

En 1962, le gouvernement libéral de Jean Lesage annonce son intention d'implanter un mégaprojet de sidérurgie québécoise à Bécancour. C'est le début de l'aventure d'un des plus gros parcs industriels au Québec.

De nos jours, selon le maire Jean-Guy Dubois, le parc industriel « fait partie de l'ADN de Bécancour ». De fait, ce parc compte plus de 20 entreprises actives qui emploient près de 2 500 personnes de la région. Selon des chiffres de mai 2018, alors qu'il y avait encore 22 projets sur la table, il restait 55 % du parc industriel à développer !

Le réseau de gaz naturel sécurisé à haute capacité et la convergence à Bécancour de trois réseaux hydroélectriques d'Hydro-Québec, dont deux sont parmi les plus importants au monde, offre, selon la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, « un approvisionnement énergétique des plus fiables et des plus concurrentiels en Amérique du Nord ».

SOURCES DISPONIBLES *sur notre site gazettemauricie.com*

MAIN-D'ŒUVRE

Une rareté aux multiples facettes

Pour la première fois dans l'histoire, le Québec affiche un taux de chômage inférieur à la moyenne canadienne. Si d'un côté ce faible chômage a quelque chose de réjouissant, de l'autre côté on observe certaines tensions dans le marché du travail. Selon Statistique Canada, le taux de postes vacants ne cesse d'augmenter depuis quelques années; il atteint présentement 3,8 % au Québec, soit 140 400 postes non comblés, alors qu'on compte 220 000 chômeurs officiels.

ALAIN DUMAS

Selon l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), les changements démographiques ne sont pas étrangers à ces tensions dans le marché du travail. Le déséquilibre entre le poids de la population en âge de travailler et celui des personnes retraitées ira en grandissant. On estime que la population du Québec augmentera jusqu'à 9 millions de personnes en 2027, cependant que cette hausse s'accompagnera d'un vieillissement de la société québécoise puisque les personnes de 65 ans et plus représenteront les trois quarts de cette hausse.

LES CHANGEMENTS DÉMOGRAPHIQUES

Ainsi, le nombre des 20-64 ans, qui forme 90 % de la main-d'œuvre, devrait diminuer de 5,1 millions à moins de 5 millions d'ici 2030, de sorte que l'indice de remplacement de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le rapport entre le nombre des 20-29 ans (la relève de la main-d'œuvre) et les 55-64 ans (à la veille de la retraite), continuera de baisser d'ici 2023 et restera négatif jusqu'en 2053.

Selon Statistique Canada, le taux de postes vacants ne cesse d'augmenter depuis quelques années; il atteint présentement 3,8 % au Québec.

Le fait que cet indice de remplacement de la main-d'œuvre ait déjà baissé de 113 % en 2010 à 90,8 % en 2018, cela explique le doublement du taux de postes vacants au Québec depuis 2010. Mais puisque cet indice descendra sous les 80 % en 2023, le déficit entre la relève et le nombre de travailleurs à la retraite sera donc grandissant. Par exemple, la région de la Mauricie devrait en souffrir davantage puisque le taux de remplacement négatif devrait atteindre 60 % en 2021.

LES DÉFIS À SURMONTER

Des économistes soutiennent que cette rareté de main-d'œuvre est aussi due à un manque de compétences dans la population active. Pourtant, comme le montre l'enquête de Statistique Canada, près de 60 % des postes à combler exigent seulement un diplôme d'études secondaires. D'autres évoquent un taux de roulement élevé du personnel et une faible attractivité des postes disponibles, en raison des salaires trop bas et des conditions de travail peu enviables. En effet, non seulement les salaires augmentent deux fois moins rapidement qu'avant la crise de 2008, mais les plus touchés par cette anémie salariale sont souvent les travailleurs les moins payés. Pour bon nombre d'emplois, un vrai salaire minimum pourrait peser fort dans la balance. D'où la revendication d'un salaire minimum à 15 $ l'heure, qui constitue le seuil pour combler les besoins de base d'aujourd'hui.

Par ailleurs, les changements de valeurs des nouvelles générations ne sont pas à négliger, de sorte que l'organisation du travail doit aussi évoluer. Qu'on pense aux horaires de travail plus souples, à une participation accrue dans l'entreprise, ou aux congés (parentaux, sabbatiques, perfectionnement, etc.) qui visent à concilier le travail avec la vie familiale et personnelle. On ne le dira jamais assez, le travail est aussi un moyen de s'accomplir et de s'épanouir dans la vie.

SOURCES DISPONIBLES *sur notre site gazettemauricie.com*

CHRONIQUE SISMIC

Moi, une agente de changement ?

Amélie Drainville est une jeune bénévole impliquée dans le comité environnement de sa municipalité, à Lanaudière. Elle a des projets et des envies de transformer la société. Elle est ce qu'on appelle une agente de changement.

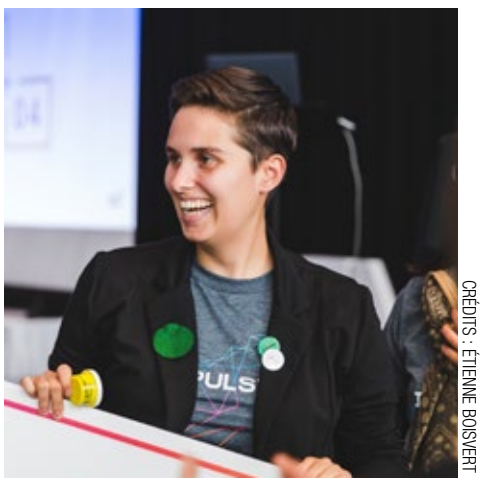
FRANCYN LAQUERRE ET LYNN O'CAIN

Amélie a participé au Laboratoire d'innovation sociale – LAB04 du Pôle d'économie sociale Mauricie dans le cadre de l'événement Impulsion 2019, organisé par 100 degrés, une initiative qui rassemble une communauté de gens engagés pour la promotion de saines habitudes de vie chez les jeunes. Le projet que porte Amélie s'est démarqué parmi les 9 équipes présentes et s'est mérité la bourse de 3000 $. À noter qu'Amélie n'avait jamais participé à des activités de cocréations, ne savait pas ce qu'était un incubateur, la pensée design ou tous ces autres termes que l'on entend dans ce genre d'événement. Amélie me confie en riant qu'elle n'avait aucune attente. « Quand ça a commencé, j'ai dit aux autres que ce n'était pas le genre de choses qui m'intéressent. Je n'aime pas les discussions, quand c'est long. Je suis souvent dans le concret, faut que ça aille vite. »

En tant qu'entrepreneur et intrapreneur, il est tout à fait bénéfique d'avoir cette poussée vers l'action. Mais comment Amélie a-t-elle trouvé l'expérience finalement ? « C'était créatif. Le fait de travailler avec des gens externes au projet nous a permis de pousser plus loin. Il y a eu des questionnements que je n'aurais même pas pensé parce que nous, on a la face collée dans le projet. Ça nous a donné un regard externe. [...] L'expérience a principalement aidé à changer la perspective qu'on a en tête. Notre façon de l'emmener sera centrée sur les gens. On avait déjà un peu cette perception, mais on l'a encore plus en tête. »

La pensée design dans un tel parcours d'accompagnement permet le brassage et la confrontation des idées. On se sert de la force de plusieurs individus afin d'augmenter l'impact. Comme Amélie le mentionne, l'équipe de projet est souvent collée à son idée et peut perdre alors la distance nécessaire pour demeurer critique. Être tellement convaincu de son idée qu'on en oublie parfois de la valider, c'est plus courant qu'on ne le pense.

À la suite de son expérience en tant que porteur de projet, Amélie partage quelques conseils aux jeunes : « Trouver les bons alliés. Un bon allié, ça peut tout changer. Se ramener aussi à l'objectif du projet quand il y a des obstacles. Parce qu'il y en a et il ne faut jamais oublier l'objectif du projet. Être énergique et avoir de bons arguments pour convaincre les gens. [...] Nous sommes dans une transition écologique, toujours se rappeler que la révolution s'en vient. Nous sommes la révolution. »



CRÉDITS : ÉTIENNE BOISVERT

Amélie Drainville et son équipe se sont vus décernées une bourse de 3 000 $ au plus récent Laboratoire d'innovation sociale – LAB04 du Pôle d'économie sociale de la Mauricie.

TU AS UNE IDÉE, TU AS ENVIE DE CHANGER LE MONDE ?

Tu veux faire comme Amélie et être un agent de changement ? Tu es âgé entre 18 et 29 ans et tu veux apporter ta contribution ? Le Pôle d'économie sociale te propose un parcours innovant au sein de l'incubateur Sismic. À travers des ateliers expérimentaux, tu travailleras en équipe pour faire émerger et croître des projets porteurs d'une mission sociale. Pendant environ dix ateliers, tu bénéficieras d'un accompagnement, d'outils et de références pour explorer ton idée. Contacte Francyn Laquerre, agente au développement et responsable de Sismic-Mauricie, au 819-697-0983, poste 3 ou à sismic@esmauricie.ca.

Le Pôle d'économie sociale de la Mauricie est une organisation entièrement vouée au développement de l'économie sociale. Il favorise la concertation entre les différents acteurs de son milieu et soutient la création des conditions favorables à ce modèle entrepreneurial de développement. Il participe ainsi à la vitalité et à la diversification économique du territoire.

SISMIC Mauricie — Propulsé par — Pôle d'économie sociale de la Mauricie

DES REMÈDES CONTRE L'ÉCOANXIÉTÉ

L'action individuelle

Vous étiez présent vous aussi à la marche pour le climat du 27 septembre dernier ? Ce sentiment d'agir collectivement, des milliers de personnes ensemble, a-t-il apaisé notre écoanxiété ? Probablement que oui, même si cette manifestation ne s'est pas nécessairement traduite en action politique, comme on l'aurait souhaité. En attendant, il y a un moyen de contribuer au mieux-être de notre planète, qui ne dépend que de nous-mêmes : par l'action individuelle.

VALÉRIE DELAGE

Commençons par intégrer dans notre quotidien des gestes qui diminuent notre empreinte écologique. L'idée n'est pas de devenir du jour au lendemain carboneutre – c'est-à-dire de réduire ou de compenser toutes les émissions de gaz à effet de serre –, ce qui ferait plutôt grimper notre niveau d'écoanxiété ! Mais, selon notre mode de vie, nous pouvons d'abord nous attaquer aux habitudes les plus faciles à changer parmi un immense éventail de possibilités et en ajouter graduellement de nouvelles.

RÉDUCTION DES DÉCHETS

Le mouvement Zéro déchet connaît un boum ces temps-ci et l'offre explose dans notre région. La Gazette de la Mauricie a d'ailleurs produit une carte très pratique présentant les solutions Zéro déchet en Mauricie avec des liens vers les commerces repérés.

ALIMENTATION

Il devient de plus en plus facile de choisir des produits saisonniers et locaux qui ont moins voyagé. Même le jardinage est revenu à la mode. Qu'il soit de balcon, communautaire ou rural, il réduit considérablement le volume de nos poubelles. Autre geste utile, le compost : il donne une seconde vie à nos déchets de table en fournissant un engrais naturel à notre jardin ou à nos plantes d'intérieur.

CONSOMMATION RESPONSABLE

Dans un premier temps, avant d'acheter quelque chose, demandons-nous si nous en avons réellement besoin. Peut-on réutiliser ou faire réparer un objet brisé ? Peut-on privilégier les achats locaux, biologiques, artisanaux ? Peut-on favoriser les activités écoresponsables, c'est-à-dire qui tentent de réduire leur impact environnemental, par exemple en utilisant de la vaisselle lavable ? Aussi, nos placements financiers peuvent être choisis en fonction d'aspects éthiques et environnementaux. Par ailleurs, ne sous-estimons pas le pouvoir que nous avons chacun de demander à nos commerces de modifier leurs façons de faire, par exemple en ce qui concerne le suremballage. Le mouvement pour le bannissement du plastique à usage unique en témoigne. C'est toute la société qui progresse à partir de demandes individuelles.

Il devient de plus en plus facile de choisir des produits saisonniers et locaux qui ont moins voyagé. Même le jardinage est revenu à la mode.

TRANSPORT ACTIF ET COLLECTIF

Au Québec, le transport est responsable d'environ 40 % de nos émissions de GES. Alors, privilégions la marche ou le vélo le plus souvent possible. De même, le covoiturage, le transport en commun et l'autopartage sont préférables à l'utilisation en solo de notre véhicule personnel. Essayons également de limiter nos voyages en avion et nos déplacements motorisés à ce qui est vraiment nécessaire.

Toutefois, l'action individuelle, même cumulée par des milliers de personnes, demeure insuffisante dans son effet global. Elle doit être accompagnée d'actions collectives et de changements systémiques effectués par les gouvernements en place, et elle ne doit surtout pas nous faire sentir coupable de ne pas en faire assez. Néanmoins, l'action individuelle procure un certain espoir, le sentiment de pouvoir influer globalement un tant soit peu. Elle permet aussi d'être sensibilisé pour ensuite faire des choix collectifs et politiques plus éclairés. Et cette conscience peut certainement « contaminer » notre entourage, en entraînant d'autres personnes à notre suite, en transmettant nos pratiques et notre goût de revendiquer des changements à une plus grande échelle.

LES SUGGESTIONS DE NOS CINÉPHILES

JUDITH MCMURRAY

IL PLEUVAIT DES OISEAUX

Le plus récent film de Louise Archambault, *Il pleuvait des oiseaux*, fait jaser depuis sa sortie en salle le 13 septembre dernier. Le scénario est tiré du roman à succès de Jocelyne Saucier qui porte le même nom. On y présente d'une part cette photographe (Ève Landry) qui souhaite faire un reportage sur un grand feu qui fit rage dans la région de l'Abitibi il y a plusieurs années de ça. D'autre part, on suit ces hommes

(Gilbert Sicotte, Rémi Girard et Kenneth Welsh) vivant en ermite dans les bois. Ils devront s'adapter à l'arrivée soudaine d'une femme (Andrée Lachapelle) dans leur environnement. Ces récits seront intimement liés et feront naitre l'amour à divers égards. Il faut avouer que les relations amoureuses à un âge avancé sont bien souvent sous-représentées au cinéma. *Il pleuvait des oiseaux* nous permet de renouer avec celles-ci de manière brillante et audacieuse. Dans cette œuvre, la forêt occupe une place de grande importance et d'ailleurs, ce quasi-personnage est manipulé avec des mains de maitre. En effet, la caméra d'Archambault livre un témoignage rempli d'humanité. N'oublions pas de souligner le travail des acteurs et actrices qui livrent tous et toutes des performances formidables.

MATTHIAS ET MAXIME

Après un accueil mitigé de son dernier film *The Life And Death Of John F. Donovan*, Xavier Dolan revient avec *Matthias et Maxime*. Ce long-métrage réalisé entièrement au Québec est, comme il le qualifie lui-même, un hommage à l'amitié (l'œuvre fut littéralement tournée avec ses amiEs). On y met en scène un groupe de jeunes hommes dont on suivra tout particulièrement deux de ses membres : Matt (Gabriel D'Almeida Freitas) et Max (Xavier Dolan). Suite à un baiser échangé entre ceux-ci dans

le cadre d'un film amateur, ils commenceront à se poser de sérieuses questions en ce qui concerne leur potentielle attirance mutuelle. On présente le tout sous forme de chapitres menant jusqu'au départ de Max qui prévoit un voyage imminent pour l'Australie. Dolan reste dans sa zone de confort avec cette huitième réalisation. Il exploite des thématiques fétiches telles que la relation à la mère, ainsi que la crise existentielle et sexuelle. L'amitié tant qu'à elle semble servir la forme de l'œuvre plutôt que son fond. Somme toute, on sent que le cinéaste est confortable avec son esthétisme, ses dialogues et ses remises en question. Il offre un long-métrage cocasse par moment, mais qui entraine son lot de réflexions.

Les suggestions de nos cinéphiles sont rendus possibles grâce à la participation du Cinéma Le Tapis Rouge.

CINÉMA LE TAPIS ROUGE

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES

TA MORT À MOI,
David Goudreault,
éditions Stanké

Marie-Maude est morte d'une manière particulière, et jusqu'à présent personne ne pouvait s'expliquer les circonstances. Pour l'univers des belles lettres, c'est l'occasion d'encenser une fois de plus cette Baudelaire des temps modernes, de retracer le parcours de sa vie pour tenter de comprendre. Un spécialiste prétend enfin avoir résolu le mystère.

Ce tout nouveau livre de David Goudreault est une curiosité sans nom; présenté sous la forme d'un dossier qu'on aurait retrouvé éparpillé, la biographie du personnage côtoie conclusions et réflexions d'un des nombreux spécialistes qui se sont penchés sur les écrits de la « fausse » écrivaine. Si la vie de Marie-Maude est ponctuée d'un assommant mal de vivre, le roman qu'on tient entre les mains est pourtant agréable à lire, un sourire en coin nous attend à chaque page grâce à la plume habilement satirique de Goudreault.

- Isabelle Fournier, libraire

LE DRAP BLANC,
Céline Huyghebaert,
Le Quartanier

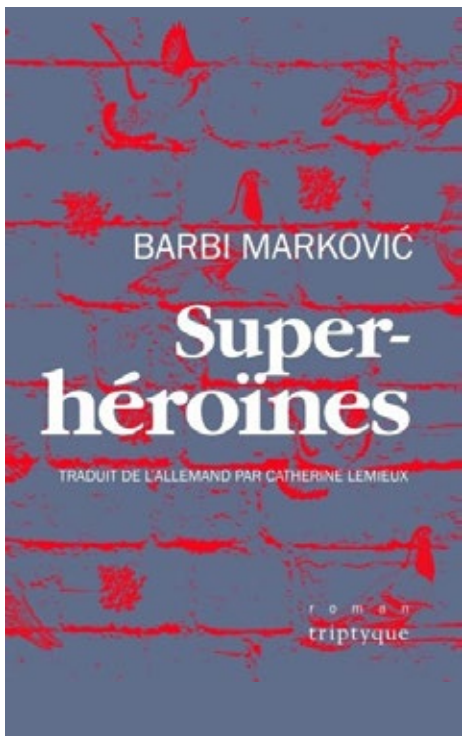
Céline Huyghbaert nous fait entrer avec ce roman au style hybride et polymorphe, dans une enquête, voire même une quête vers la connaissance du père mort et demeuré méconnu pour la narratrice. C'est par une forme peu conventionnelle que l'auteure nous conduit à travers diverses scènes et tableaux, voire même collages, photographies et autres médiums aptes à retrouver des traces rares du père. Ce roman de la disparition subite ainsi que de la filiation rappelle beaucoup la fiction d'Ernaux, avec ses réflexions en support aux souvenirs via l'usage de fragments de traces qui se proposent par petites touches successives et parfois hésitantes. On décèle aussi une affinité avec la douleur durassienne de la perte, mais surtout dans la pratique d'une écriture qui se détourne sans cesse de son sens pour rendre la fiction plus énigmatique. En définitive, Céline Huyghbaert tire sur ce drap blanc pour recouvrir le visage absent du défunt père, pour toujours.

- Marc-André Lavoie, libraire

SUPER HÉROÏNES,
Barbi Markovic, Triptyque

Que font trois superhéroïnes assises, tous les samedis, au café malfamé Sette Fontane? La réponse est fort simple : elles discutent de leurs superpouvoirs, telles des sorcières des temps modernes pour en faire usage de manière astucieuse dans le but de critiquer sans ambages notre société de surconsommation et ses rouages délétères. Dans une traduction fort bien réussie de Catherine Lemieux, l'auteure du roman Une affection rare, finaliste aux Prix des libraires, *Superheroïnes* nous fait voyager entre Vienne, Belgrade et Berlin en nous proposant de faire la rencontre de trois personnages aux superpouvoirs. L'auteure, Barbi Markov se démarque par la vivacité et la rapidité de son style en nous bombardant des slogans publicitaires qui nous sont si familiers. Elle profite de cette tribune pour mieux critiquer notre société avec une causticité exemplaire ainsi que dans un engagement total à l'égard de cette fiction urbaine à la forme éclatée, voire déjantée, propre à nous donner à réfléchir sur notre monde et sur la volonté d'améliorer son sort et celui de ses proches.

- Marc-André Lavoie, libraire



LIBRAIRIE POIRIER

Santé mentale : le rétablissement de l'entourage

La maladie mentale n'impacte pas seulement la personne concernée au premier plan, mais des répercussions se font également sentir pour l'entourage : sa famille, ses amis. Le rétablissement pour les personnes atteintes de maladie mentale (capacité à mener une vie agréable et satisfaisante malgré la présence d'une maladie mentale) est un sujet dont on parle abondamment. Mais personne ne parle du rétablissement de l'entourage. D'ailleurs, ne serait-ce pas un peu exagéré : l'entourage n'est pas malade, comment pourrait-il se rétablir? Afin d'y voir plus clair, plongeons quelques instants dans l'univers de Michel (nom fictif pour préserver son anonymat), qui prend soin de son père de 78 ans qui traverse une grave dépression.

MARIANNE CORNU

DIRECTRICE, LE GYROSCOPE

Michel doit composer avec une myriade de ressentis peu agréables dont la culpabilité, l'inquiétude, le stress, l'incertitude, l'impuissance. Il ne reconnait plus son père : d'ordinaire si dynamique et tourné vers les autres, il passe désormais la majeure partie de ses journées couché et en silence. Il se sent bien souvent démuni de ne pas parvenir à lui changer les idées. Parfois, le personnel de l'hôpital informe Michel que son père ne veut recevoir aucune visite, alors qu'il a mis ses propres obligations de côté, pour aller lui rendre visite. Il s'interroge aussi sur l'utilité de sa présence à ses côtés, quand aucun mot, aucun regard presque ne sont échangés pendant une heure. Et d'autres questions tournent encore dans sa tête : son père devra-t-il aller en résidence à sa sortie de l'hôpital, étant donné qu'il vit seul? Son père va-t-il se rétablir ou doit-il faire le deuil du père qu'il a toujours connu?

Michel, bien qu'en bonne santé physique et mentale, vit lui aussi des moments difficiles et des émotions parfois contradictoires : il aime profondément son père, mais il ressent parfois une certaine colère face à son manque de considération pour lui. Est-il subitement devenu méchant? Non, il est malade : la dépression est une maladie qui amène la personne à se centrer sur elle-même. Pas qu'elle n'aime plus les autres. Simplement qu'elle n'a plus totalement conscience de ceux qui l'entourent et de leurs préoccupations, parce ses propres problèmes deviennent l'arbre qui masque la forêt.

Michel serait-il totalement soulagé si son père se rétablissait? En partie, seulement. Parce que cela n'effacera pas les blessures laissées par cet épisode. Il est donc important de prendre conscience qu'en matière de santé mentale, l'entourage doit, lui aussi, se préoccuper de son propre rétablissement. C'est un rétablissement distinct de celui de son proche, parce qu'il s'agit pour l'entourage, de reconnaître qu'il a été heurté dans ses émotions et d'en panser les plaies, d'en guérir. Et s'il y a peu ou pas d'améliorations dans la santé du proche, il y a tout lieu de croire que les blessures de l'entourage peuvent se faire plus fréquentes ou plus marquées, simplement parce qu'elles s'étaleront dans le temps. Alors diffusons ce message : lire sur le sujet, en parler, se changer les idées, aller chercher de l'aide : ce n'est pas un signe de faiblesse, mais un signe de courage.

Il est important de prendre conscience qu'en matière de santé mentale, l'entourage doit, lui aussi, se préoccuper de son propre rétablissement.

CRÉDITS : ANNIE BRIOT, FLICKR

Proche en tout temps ***est un projet financé par L'Appui Mauricie et développé par Le Gyroscope en partenariat étroit avec Le Périscope. Ces deux organismes œuvrent pour les familles et les proches des personnes vivant avec une problématique en santé mentale.***

Pour information:
info@procheentouttemps.org

L'APPUI POUR LES PROCHES AIDANTS D'AÎNÉS
MAURICIE

Vous êtes là pour eux, nous sommes là pour vous.

LE GYROSCOPE du Bassin de Maskinongé Inc.

Le Périscope

PROCHAINEMENT AU SALON WABASSO DU TROU DU DIABLE

02 NOVEMBRE 2019
MONONC' SERGE

16 NOVEMBRE 2019
JARDIN MÉCANIQUE
+ FRIENDLY RICH

COMPLET
22 NOVEMBRE 2019
LES LOUANGES
+ COMMENT DEBORD

23 NOVEMBRE 2019
SANDVEISS
+ RORQUAL ET THE BLACK YEARS

SOIRÉE D'IMPROVISATION
24 NOVEMBRE 2019
M.I.T.E.S VS LA RÉSISTANCE

SUPPLÉMENTAIRE
28 ET 29 NOVEMBRE 2019
BEARS OF LEGEND

6 DÉCEMBRE 2019
PAUL DESLAURIERS BAND

7 DÉCEMBRE 2019
MÉLISANDE ÉLECTROTRAD

29 DÉCEMBRE 2019
M.I.T.E.S ROYAL RUMBLE

SALON WABASSO
300 - 1250, AV. DE LA STATION, SHAWINIGAN
819 556-6666 / STATIONNEMENT À L'ARRIÈRE

LE TROU DU DIABLE
TROUDUDIABLE.COM/EVENEMENTS

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!
Suivez-nous sur facebook
COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

DU SANG DANS NOS TÉLÉPHONES CELLULAIRES

Se glissant aussi bien au creux d'une main qu'au fond d'une poche, le téléphone cellulaire est un incontournable de notre quotidien. Pourtant, connaissons-nous les étapes de fabrication lui permettant d'arriver jusqu'à nos marchés nord-américains? Savons-nous dans quelles conditions sont extraits les minerais nécessaires à sa confection? Savons-nous réellement de quoi sont faits nos cellulaires? Pour le savoir, voyons ce qui se cache réellement derrière notre écran.

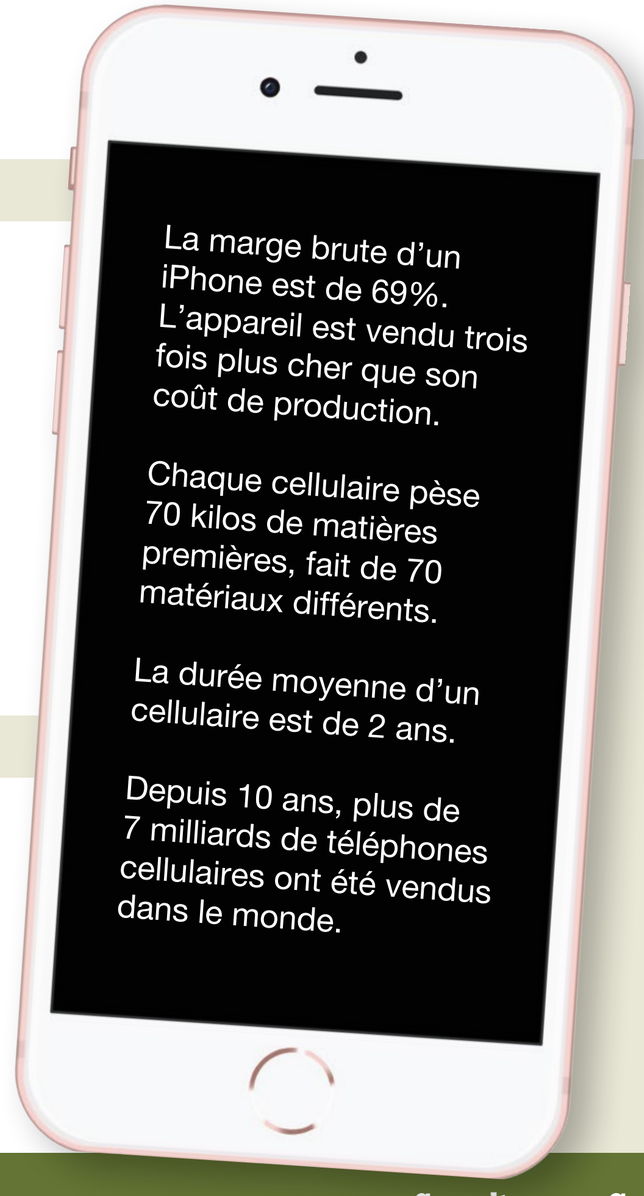
DE LA MINE À LA POCHE

On retrouve le cobalt un peu partout dans le monde, de la Colombie à l'Australie, en passant par le Venezuela, le Brésil, les États-Unis, le Canada, l'Afghanistan, et la Chine. Pourtant, la République démocratique du Congo (RDC) est responsable d'un peu plus de 50 % de la production mondiale de ce minerai essentiel à la confection de nos téléphones cellulaires.

Les minerais nécessaires à la fabrication de composantes électroniques et présents en RDC quittent habituellement l'Afrique par le Kenya ou la Tanzanie. De là, ils voyagent jusque dans l'Est de l'Asie, où la plupart des téléphones cellulaires sont assemblés. Les appareils sont par la suite vendus un peu partout dans le monde.

Quelques entreprises reconnues pour utiliser des métaux en provenance de la RDC :

intel · Nintendo · NOKIA · SONY



UNE MORT PRÉDITE À L'AVANCE

Savez-vous ce qu'est l'obsolescence programmée? Qu'elle soit fonctionnelle, logicielle ou marketing, l'obsolescence programmée définit les techniques qui visent à réduire volontairement la durée de vie ou d'utilisation d'un produit. Son objectif? Nous faire consommer plus!

En France, l'obsolescence programmée est un délit passible de prison depuis 2015. Au Québec et au Canada, on attend encore que nos gouvernements légifèrent. Heureusement, en avril 2019, des étudiants en droit de l'Université de Sherbrooke ont déposé un premier projet de loi contre l'obsolescence programmée à l'Assemblée nationale du Québec. Le futur n'est donc pas dénué d'espoir! En attendant, il nous est toujours possible de revoir notre façon de consommer.

CONDITIONS DE TRAVAIL EXÉCRABLES ET TRAVAIL DES ENFANTS

La RDC abrite l'un des sous-sols les plus riches au monde. On y retrouve entre autres de l'or, du coltan, du cobalt, du cuivre et des diamants. Depuis les années 1990, la majorité des mines de la RDC sont administrées par des groupes armés indépendants ou par les forces armées congolaise, et les conditions de travail des ouvriers y sont exécrables.

Dans la plupart des mines de coltan, par exemple, on extrait encore le minerai au pic et à la pelle. Une journée de travail se résume trop souvent à creuser le sol ou à transporter de lourdes charges pendant 12 heures sans même s'arrêter pour manger. À cela s'ajoute la peur constante d'être enseveli sous terre, les éboulements étant fréquents dans les mines comme dans les carrières. Comme si ce n'était pas d'ores et déjà suffisant, même si le travail des enfants est illégal en RDC, environ 40 000 enfants auraient travaillé dans les mines du sud du pays, et ce, en 2014 seulement. Devant tant d'horreur, comment peut-on demeurer les yeux fermés?

UN TÉLÉPHONE ÉQUITABLE

Fairephone est une entreprise d'économie sociale hollandaise qui tente de réformer l'industrie des technologies. Elle offre aux consommateurs européens une réelle alternative prenant la forme d'un cellulaire éthique des pratiques d'approvisionnement jusqu'à celles du design et de la fabrication. Le Fairphone permet également aux utilisateurs de remplacer les morceaux qui se brisent sans avoir à se débarrasser du téléphone dans son entièreté. Bien que n'étant pas encore certifié « Fairtrade », le Fairphone est ce qui se rapproche le plus d'un téléphone réellement « intelligent ».

FAIRPHONE

Comme aucune offre du genre de celle de Fairphone n'est disponible actuellement au Canada, voici quelques trucs pour consommer différemment :

1. Prendre en considération ses besoins réels : acheter ce dont on a « vraiment » besoin
2. Acheter des produits conçus pour durer ou que l'on peut facilement réparer
3. Acheter de seconde main
4. Favoriser la location plutôt que l'acquisition
5. Offrir une deuxième vie à ses biens : réemploi, réutilisation ou recyclage

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet www.cs3r.org

Vous appréciez ce point de vue DIFFÉRENT? → Aidez-nous à CHANGER LE MONDE → Devenez membre! www.cs3r.org - 819 373-2598

LE CANADA À L'INTERNATIONAL

Trois grands chantiers du nouveau gouvernement minoritaire

La population canadienne vient d'élire à nouveau le Parti libéral à la tête du pays. Minoritaire, le gouvernement de Justin Trudeau a tout intérêt à honorer – en tout ou en partie – les engagements qu'il a pris en campagne électorale. De ces derniers, certains prendront la forme de grands travaux à réaliser pour réhabiliter la réputation du Canada à l'échelle internationale. Trois chantiers ont retenu davantage notre attention, à savoir, la lutte aux changements climatiques, la position canadienne par rapport à la Palestine et les relations du Canada avec l'Arabie Saoudite.

JULES BERGERON

Sous les Conservateurs, le Canada faisait figure de cancre au chapitre de la lutte aux changements climatiques. Bien que le gouvernement Trudeau ait signé l'accord de Paris en 2015, il s'est contenté de la cible des conservateurs de réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 2030. Les libéraux n'ont donc guère fait mieux que leurs prédécesseurs. Alors que le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a sonné l'alerte sur un possible point de non-retour pour l'avenir de la planète, à quel enseigne loge le Canada?

À la Conférence des Nations Unies sur le climat qui s'est tenue en Pologne en décembre 2018, le Canada s'est fait reprocher son piètre bilan environnemental. Non seulement la taxe canadienne sur le carbone est-elle inefficace, mais elle est peu contraignante pour les grands pollueurs. L'achat du pipeline Trans Mountain ne constitue-t-il pas une aide directe à l'industrie pétrolière? Bien que le Canada prévoie diminuer ses émissions de GES de 200 millions de tonnes par an, selon l'ONU, il faudrait les diminuer du double!

Devant l'assemblée générale des Nations-Unies, la jeune militante écologique suédoise Greta Thunberg déclarait le 23 septembre dernier : « Nous sommes au début d'une extinction de masse, et tout ce dont vous parlez, c'est d'argent, et des contes de fées de croissance économique éternelle? » Devant l'urgence climatique, le Canada a de pressants devoirs à faire s'il veut exercer un leadership crédible en la matière.

LE CANADA ET LA PALESTINE

Israël est accusé de pratiquer systématiquement la torture de prisonniers palestiniens, de même que l'emprisonnement d'adolescents et d'enfants palestiniens. De plus, face aux destructions de maisons palestiniennes à Jérusalem-Est, comme dans les territoires occupés, le Canada se retient de condamner de tels gestes, et ce, même s'il ne reconnaît pas la mainmise israélienne sur les territoires envahis depuis 1967.

Sous l'ère de Justin Trudeau, le Canada a non seulement dénoncé le geste des États-Unis de déménager leur ambassade à Jérusalem, mais il a également repris sa contribution financière à l'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés palestiniens. Toutefois, des rapprochements entre Israël et le Canada se poursuivent, et ce, au détriment du peuple palestinien. En janvier 2019 par exemple, Justin Trudeau condamnait la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions), alors que celle-ci mettait au jour des pratiques commerciales douteuses comme la vente au Canada de vins étiquetés israéliens alors qu'ils étaient produits dans les territoires palestiniens occupés. De plus, en septembre 2019, le Canada signait un nouvel accord de libre-échange avec Israël, ne laissant à l'économie palestinienne, rien de plus que des potentialités… Au-delà de l'aide humanitaire, quand le Canada établira-t-il de vraies relations avec le peuple palestinien?

NOS RELATIONS AVEC L'ARABIE SAOUDITE

Avec l'Arabie Saoudite, la stratégie canadienne repose entre la préservation d'un fort lien économique et le maintien d'un dialogue sur la question des droits de la personne, cet équilibre précaire – et discutable – ayant comme toile de fond la richesse de l'Arabie Saoudite et ses immenses réserves de pétrole.

Bien que le Canada ait vigoureusement protesté contre le traitement honteux réservé à Raif Badawi, contre l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi et contre l'emprisonnement de militantes féministes, le contrat d'exportation de matériel militaire avec l'Arabie Saoudite de 15 milliards de dollars semble peser toujours plus lourd dans la balance. En août 2019, une coalition d'organismes rappelait pourtant au gouvernement qu'il s'était écoulé neuf mois depuis l'annonce du réexamen des exportations militaires vers l'Arabie Saoudite. Alors que le rythme d'expédition des véhicules s'est accéléré – véhicules qui ont d'ailleurs servi dans l'intervention du Royaume saoudien au Yémen – on attend toujours la réponse d'Ottawa. Alors que le Danemark, la Finlande et l'Allemagne ont pris des mesures pour cesser ou suspendre les transferts d'armes vers l'Arabie Saoudite, à quel jeu joue donc le Canada?

À la Conférence des Nations Unies sur le climat qui s'est tenue en Pologne en décembre 2018, le Canada s'est fait reprocher son piètre bilan environnemental. Non seulement la taxe canadienne sur le carbone est-elle inefficace, mais elle est peu contraignante pour les grands pollueurs comme l'industrie pétrolière.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES
819 373-2598 - WWW.CS3R.ORG
WWW.IN-TERRE-ACTIF.COM

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

CITOYEN.NE.S DU MONDE ET DE CHEZ NOUS !

Un projet de mise en action

Depuis presque un an déjà, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières chapeaute un projet appelé Citoyen.ne.s du monde et de chez nous. Ce projet, financé par le Gouvernement du Canada dans le cadre du programme Service jeunesse Canada, est conçu pour les jeunes de 16 à 35 ans de la Mauricie et du Centre-du-Québec. Il constitue un moyen de se familiariser avec les réalités des communautés autochtones de notre région ainsi que de s'initier à la participation citoyenne.

CHARLES FONTAINE

Citoyen.ne.s du monde et de chez nous cible divers objectifs. D'abord, nous souhaitons mieux outiller les participant.e.s pour leurs engagements citoyens présents et futurs par le biais de rencontres d'informations et d'activités ludiques. Le projet vise aussi à sensibiliser la population aux situations des minorités dont celle des Autochtones et à favoriser la célébration de la diversité. En outre, Citoyen.ne.s du monde et de chez nous cherche à accroître la mobilisation et l'engagement des jeunes au sein de leur collectivité.

Avec ce projet, le Comité de Solidarité/Trois-Rivières tente de démontrer qu'en mettant nos énergies et nos idées en commun, on peut faire changer les choses et répondre aux aspirations de notre communauté. Ensemble, on peut faire avancer le bien commun.

Au cours des prochains mois, des articles et des témoignages seront publiés dans les pages de *La Gazette de la Mauricie* pour rendre compte des résultats du projet. Ce mois-ci, un texte de Baptiste Delas, un des participants, l'abandon récent du projet d'usine d'urée et de méthanol à Bécancour; l'engagement citoyen a-t-il eu raison du projet? Également l'œuvre et le texte de Fanie Gagnon réalisés dans le cadre des activités du projet. Sont exposés enfin, on vous propose quelques images de nos visites à Wemotaci et au Domaine Notcimik, en Mauricie, où nous nous sommes rendus pour rencontrer les jeunes des communautés Attikameks ainsi que pour produire, avec eux, des œuvres engagées qui nous ont amenés à réfléchir sur des enjeux variés.

Le projet Citoyen.ne.s du monde et de chez nous est une réalisation du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Il est rendu possible à la contribution de Service jeunnes Canada.

COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Financé par le Gouvernement du Canada par le programme Service jeunesse Canada | Canada

CITOYEN.NE.S DU MONDE ET DE CHEZ NOUS
Faites-vous entendre!

La création des œuvres s'est fait à quatre mains pour illustrer un seul et même enjeu.

La création artistique a su favoriser l'expression des différentes réflexions qu'ont nos participants à l'égard de différents enjeux sociaux, environnementaux et politiques.

Une victoire verte

Le centre-ville est calme, la nuit est déjà tombée sur Trois-Rivières en ce lundi soir. Seuls les cris de liesse de quelques-uns se font entendre dans la rue. C'est un groupe d'une quinzaine de militants qui pousse les portes du Nord-Ouest Café, en ce soir d'automne. L'ambiance est à l'euphorie. On se serre dans les bras, on trinque nos verres à la victoire. Ce soir, nous avons tous laissé de côté les révisions, le repas en famille, pour aller fêter la nouvelle qui est tombée par communiqué une heure plus tôt : ProjetBécancour.ag est abandonné.

BAPTISTE DELAS

Je m'appelle Baptiste, j'ai 20 ans, et j'étais présent ce soir-là. Comme des centaines de citoyens en Mauricie et ailleurs, j'ai participé à la lutte engagée pour empêcher la construction de cette usine d'urée et de méthanol à Bécancour, dont les émissions de gaz à effet de serre se seraient élevées à environ 630 000 tonnes par an, rien que pour la production.

Cette lutte, elle a avant tout été portée par Alternatives Bécancour, une coalition de groupes écologistes et de citoyens. Ils se sont alarmés à l'annonce du projet d'usine. En poussant leurs recherches et en s'appuyant sur les commentaires des scientifiques comme Marc Brullemans, ils ont vite constaté que les effets néfastes étaient très nombreux.

Empressés d'agir, ils ont fait le tour des conseils municipaux, des MRC, pour alerter élus et citoyens de la menace écologique que représentait ProjetBécancour. Ils se sont heurtés parfois à l'indifférence, au travail de désinformation déjà mené par les lobbyistes et au cynisme de ceux qui justifiaient la pertinence du projet par les emplois éventuellement créés ou les retombées économiques potentielles. Certaines personnes n'arrivaient tout simplement pas à la même conclusion que nous; ce projet d'usine était digne d'une autre époque. Il ne s'agissait pas d'une avancée, mais d'une régression collective.

Les membres d'Alternatives Bécancour ont aussi eu droit au soutien discret puis, progressivement public de quelques élus, puis du soutien de quelques citoyens comme moi, qui ont continué le chemin à leurs côtés. L'élan de sympathie grandissait à vue d'œil. Puis, tout s'est accéléré à la fin de l'été.

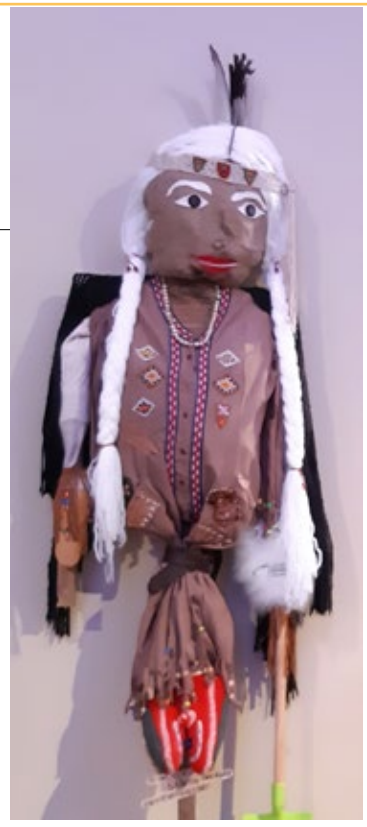
Repartis de plus belle après le calme estival, nous avons multiplié les rencontres et les lettres ouvertes. Nous avons avancé conjointement avec les autres groupes écologistes en ayant toujours cette phrase en tête : « si cette usine s'implante, c'est une catastrophe ».

La semaine précédant l'abandon du projet d'usine, nous avons fait un pas de géant en publiant une pétition sur le site de l'Assemblée nationale. La même semaine, lors de la marche historique du 27 septembre pour le climat, galvanisés par les plus de 4000 Mauriciens et Mauriciennes présents, Véronique Houle, infirmière engagée depuis la fondation d'Alternatives Bécancour, dénonçait le projet en ma compagnie sur la scène prévue à la fin de la marche. Au même moment, François Poisson, un des membres fondateurs du collectif, s'adressait à la foule rassemblée à la manifestation de Victoriaville.

Serait-ce un hasard si, le lundi suivant, les promoteurs mettaient un terme au projet d'usine d'urée et de méthanol par voie de communiqué? Ceux-ci indiquaient avoir pris cette décision en raison de l'impossibilité d'arriver à un prix ferme pour la construction.

Nous ne saurons jamais si nous y sommes pour quelque chose. Reste en nous l'intuition profonde d'avoir pesé dans la balance, d'avoir joué un rôle dans tout cela. Les victoires sont éloignées les unes des autres, alors il nous faut en profiter. Que faire maintenant ? Se reposer pour l'instant, mais repartir rapidement défendre la vie sur terre. Car il reste des projets à combattre (ex. GNL Québec), et des projets à soutenir (ex. PureSphera). Si nous échouons à nous lever, nos enfants ne nous le pardonneront pas.

Très chère Kukum



Il y a des mots qu'on ne peut poser, il y a des sentiments qu'on ne peut exprimer, il y a des moments qu'on ne peut revivre… Mais, il y a la mémoire et l'âme pour faire vibrer les couleurs de notre passé.

FANIE GAGNON

Ce monument que tu as été dans ma vie, dans notre vie, dans la vie de notre famille a été et restera à tout jamais gravé.

Tous, sous ton toit ont toujours été accueillis avec bienveillance, avec un amour inconditionnel, avec une écoute précieuse et avec une place où se déposer pour ce que l'on est. Tu as été une mère avec un grand « M » pour plusieurs : cousin.e.s, tantes, oncles, sœurs, frères, familles proches et familles éloignées.

Cette sagesse que tu nous as tendrement exprimée sous plusieurs formes reprend vie, le temps d'un instant, par un art qui se perpétue sous un aspect moderne.

Moderne, ne veut pas dire qu'on oublie d'où l'on vient. Moderne, ne m'isole pas dans un cadre. Au contraire : mon moderne m'ouvre sur ma réalité présente.

Tu m'auras transmis de grandes valeurs pour lesquelles je te serai à tout jamais reconnaissante : le respect de la nature, la valeur de la famille, le partage, la générosité et l'artisanat.

Et c'est pourquoi, à mon tour, je reprends les traditions qui m'auront été véhiculées par toi très chère Kukum.

**Kukum signifie grand-mère en langue innue.*

Ensemble, on change le monde

Dans le cadre de la neuvième édition du projet Change le monde, une œuvre à la fois qui culminera avec une exposition au Musée POP au mois d'avril 2020, le *Réseau In-Terre-Actif,* secteur jeunesse du *Comité de Solidarité/Trois-Rivières*, s'associe à *La Gazette de la Mauricie* afin de favoriser le dialogue intergénérationnel. Ce dialogue prendra la forme d'une collaboration artistique, mais aussi médiatique.

STEVEN ROY CULLEN ET RICHARD GRENIER

Depuis ses débuts, le projet Change le monde, une œuvre à la fois invite des jeunes de 12 à 17 ans à réfléchir et à créer des œuvres médiatiques portant sur des enjeux sociaux, environnementaux ou mondiaux qui les touchent et sur lesquels ils veulent s'exprimer. Au cours d'une démarche artistique se déroulant sur plusieurs séances, les jeunes de la Mauricie et du Centre-du-Québec sont accompagnés par des animateurs et des artistes professionnels afin de stimuler les réflexions et la créativité.

DIGNE DES EXPOSITIONS PROFESSIONNELLES

Les œuvres résultant de la démarche sont parfois hallucinantes. Elles peuvent provoquer, choquer et interpeler le public au point de le mettre en action. D'ailleurs, une exposition digne des expositions professionnelles est organisée annuellement au Musée POP afin de permettre au plus grand nombre d'admirer le travail des jeunes.

Dans sa mouture actuelle, le projet Change le monde, une œuvre à la fois permet, grâce à l'accompagnement d'artistes professionnels, de stimuler les réflexions et la créativité des jeunes, mais aussi de valoriser leur travail ainsi que celui du personnel enseignant ou des organisateurs communautaires. Le processus créatif devient ainsi lieu d'échanges, de complicité, de sensibilisation, de sens et s'ancre dans la réalité de la vie des jeunes.

APPEL AUX PERSONNES AÎNÉES

Ce riche processus sera bonifié pour l'édition 2019-2020 du projet. En effet, le Réseau In-Terre-Actif a décidé de jumeler des personnes aînées et retraitées aux jeunes de cinq milieux. Plusieurs œuvres seront ainsi créées de manière intergénérationnelle.

Pour rendre compte des échanges et des enjeux traités par l'intermédiaire des œuvres créées de manière intergénérationnelle, La Gazette de la Mauricie, qui est partenaire de la neuvième édition, réalisera des capsules vidéo informatives. Celles-ci seront animées par Arianne Gélinas, étudiante engagée pour sa communauté, et Marc Dion, animateur à la vie spirituelle et à l'engagement communautaire retraité comptant 35 années de service auprès des jeunes. Les deux animateurs seront rejoints à l'occasion par d'autres jeunes et aînées partageant la même envie de changer le monde.

CAPSULES VIDÉO

Les capsules vidéo réalisées au cours de la saison seront l'occasion d'approfondir la compréhension des enjeux abordés par les équipes d'artistes intergénérationnelles. La première capsule disponible sur notre site **gazettemauricie.com** ainsi que sur le site **in-terre-actif.**com introduit la série et amorce une discussion sur l'agriculture urbaine. L'ensemble de la série sera diffusée en boucle lors de l'exposition muséale en avril prochain.

Secrétariat à la jeunesse Québec

Le projet Change le monde, une oeuvre à la fois est rendu possible grâce au soutien du Secrétariat à la jeunesse.

SOURCES DISPONIBLES *sur notre site gazettemauricie.com*

CRÉDITS : DAVID DUFRESNE DENIS

Dans la première capsule vidéo de la série Ensemble, on change le monde, Arianne Gélinas et Marc Dion expliquent la volonté des instigateurs du projet et amorcent une discussion sur l'agriculture urbaine.

DROIT À UN ENVIRONNEMENT SAIN

Vers une reconnaissance juridique?

En ayant suscité la mobilisation de milliers de personnes – principalement des jeunes –, le 27 septembre 2019 marque certainement l'histoire des mouvements sociaux quant à une plus grande action politique face aux changements climatiques. En ce sens, ENvironnement JEUnesse (ENJEU) milite présentement pour le droit à un environnement sain pour les jeunes de 35 ans et moins. *La Gazette* a rencontré la directrice générale de l'organisme, Catherine Gauthier.

PHOTO : YVAN COSSETTE

LOUIS-SERGE GILL

L'instauration de lois relatives à la lutte aux changements climatiques constitue pour de nombreux scientifiques, et pour Catherine Gauthier, une avenue vers une meilleure justice sociale et un respect des droits fondamentaux de la personne.

DROIT ET CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En octobre 2018, le GIEC a publié un rapport accablant : des scientifiques de partout dans le monde prévoient un réchauffement planétaire de 1,5 °C d'ici 2030. En avril 2019, Linda Duncan, ancienne députée du NPD déposait le projet de loi C-438 *pour une Charte canadienne des droits environnementaux* qui « introduirait une reconnaissance officielle du droit des Canadiennes et Canadiens à un environnement sain ainsi que l'obligation légale pour le gouvernement fédéral de protéger ce droit ».

D'où la nécessité, pour l'organisme ENJEU, d'établir un lien entre un environnement sain et le droit à la vie et à la sécurité. Ajoutons à cela que l'article 46.1 de la *Charte québécoise des droits et libertés* de la personne ne pourrait être plus clair : « Toute personne a droit, dans la mesure et suivant les normes prévues par la loi, de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité. »

UN ENJEU GÉNÉRATIONNEL

Toutefois, si ENJEU porte avant tout la voix des jeunes, c'est qu'ils subiront des conséquences beaucoup plus graves que celles que connaîtront les générations actuelles : l'organisme souhaite donc établir une équité intergénérationnelle.

Entre autres, pour rectifier le tir, il faut prévoir un contrôle des émissions de gaz à effet de serre qui concorde avec les données scientifiques et s'assurer de prendre tous les moyens possibles pour respecter les droits des jeunes.

Et les jeunes d'ENJEU ne sont pas seuls à mener le combat. À titre d'exemple, en avril 2019, Julie Gelfand, ancienne commissaire fédérale à l'environnement, soulignait l'inaction du gouvernement de Justin Trudeau dans la diminution de l'exploitation des combustibles fossiles.

ÉDUCATION À LA MOBILISATION CITOYENNE

Cependant, qu'advient-il de l'opinion des jeunes conscientisés quand ils n'ont pas le droit de vote ? ENJEU offre des ateliers et des formations sur divers aspects (mode écoresponsable, zéro déchet), un marché de Noël écoresponsable, ainsi qu'un colloque annuel.

D'ailleurs, dans un mémoire déposé le 14 octobre dernier, les jeunes soumettent l'idée d'une charte des droits naturels, en sus du projet de charte canadienne des droits environnementaux. De fait, les participants au colloque « exigent une meilleure protection des espèces menacées et une conservation de la biodiversité, la protection du patrimoine naturel du Québec ».

Il s'agit bien sûr de l'une des nombreuses revendications des jeunes portées par l'organisme ENJEU, dont celles-ci : insister davantage sur les moyens de transport durables, assurer une transition énergique en délaissant les combustibles fossiles, mieux éduquer à la citoyenneté et à l'environnement, etc.

À quand, donc, demandent les jeunes, l'attribution d'une personnalité juridique au fleuve Saint-Laurent ? Voilà une piste de réflexion bien stimulante qu'il faudra suivre avec attention.

SOURCES DISPONIBLES *sur notre site gazettemauricie.com*

Les grandes conférences
DU CÉGEP DE TROIS-RIVIÈRES

RADIOS SENSATIONNALISTES ET POPULISME
Sébastien Bouchard
Mardi 12 novembre 2019 à 19 h
au Théâtre du Cégep de Trois-Rivières
Procurez-vous vos billets gratuits au local HF-2010 du pavillon des Humanités
Entrée et stationnement GRATUITS
Grand citoyen | CÉGEP TROIS-RIVIÈRES

Cette conférence est présentée en collaboration avec le Syndicat des professeures et professeurs du Cégep de Trois-Rivières dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale.
Syndicat des professeures et des professeurs du Cégep de Trois-Rivières
COMITÉ DE SOLIDARITÉ TROIS-RIVIÈRES

Un combat aux forces très inégales

S'opposer à un projet ou un produit dont on craint l'impact sur l'environnement, sur les personnes ou sur la collectivité, c'est habituellement s'engager dans un combat aux forces très inégales. Les entreprises disposent d'une panoplie de moyens et recours pour que prédomine leur point de vue.

JEAN-CLAUDE LANDRY

Lors de la saga « Énergie Est » opposant la compagnie TransCanada, devenue depuis TC Energy, aux multiples regroupements citoyens inquiets du passage de ce pipeline, les citoyens ont dû multiplier les pressions pour disposer de l'information adéquate sur l'impact de ce projet. Odette Sarrazin, actuelle coordonnatrice pour les régions de Lanaudière et de la Mauricie du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec se souvient. « TransCanada organisait des salons d'information mais la compagnie a toujours refusé nos demandes de tenir des séances publiques d'information ».

LE LOBBYING

Activité légale et reconnue, le lobbying n'a quand même pas bonne presse dans l'opinion publique. C'est que l'activité se déroule habituellement derrière des portes closes. Une réalité vécue par les citoyens de Lanaudière où la compagnie avait entrepris de rencontrer privément les élus locaux. « Non seulement ces rencontres avaient-elles un caractère strictement privé mais, au surplus, TransCanada demandait aux élus qu'elles ne soient pas rendues publiques, poursuit Mme Sarrazin. Un souhait qui a incité les élus de notre MRC à refuser ces rencontres jugées trop discrètes pour un projet concernant l'ensemble de la communauté. »

LE RECOURS AUX SCIENTIFIQUES

Que ce soit pour semer le doute face à l'évidence ou encore redorer leur image, les promoteurs de projets ou de produits controversés font parfois appel aux scientifiques. On financera des centres de recherche, on commanditera des évènements scientifiques. On produira même des études scientifiques « bidons ». Les pétrolières l'ont fait durant des décennies pour contester le réchauffement climatique. Tout récemment la multinationale Bayer, anciennement Mosanto, se retrouvait dans la tourmente concernant une fausse étude amenuisant le caractère cancérigène d'un de ses produits phares, le Round Up. L'étude en question avait été produite par les employés de la compagnie mais rendue publique sous le nom de scientifiques reconnus ayant accepté de se prêter à ce subterfuge contre une rémunération.

Une situation qui n'étonne pas Marc Brullemans, biophysicien et membre du Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste et les enjeux énergétiques au Québec. « Dans les universités, la tendance est actuellement au modèle de la Chaire de recherche au détriment de celui de la recherche fondamentale. Il s'agit souvent d'une recherche orientée, répondant aux besoins d'une industrie, mais qui n'existe qu'avec l'apport de deniers publics. Dans un tel contexte, le chercheur se trouve souvent en porte-à-faux, sans avoir la liberté académique, voire la liberté de réflexion, à laquelle on pourrait s'attendre », souligne-t-il.

LES POURSUITES ABUSIVES

Et si la stratégie de communication s'avère insuffisante, reste le recours à « l'artillerie lourde ». Grenville-sur-la-Rouge, petite municipalité des Laurentides en sait quelque chose. La municipalité ainsi que des conseillers font l'objet d'une poursuite de 96 millions $ (16 fois les revenus annuels de la municipalité) intentée par une société minière, Canada Carbon, pour avoir modifié son règlement de zonage mettant ainsi un frein aux projets de carrière et de mine de l'entreprise. Un cas parmi d'autres qui illustre la vulnérabilité des petites municipalités aux prises avec des conglomérats aux poches très profondes.

Tout cela ressemble, diront certains, au combat de David contre Goliath. Ce peut être le cas, mais les mobilisations citoyennes ont démontré que rien n'est joué tout à fait.

GNL QUÉBEC ET GAZODUC INC.

Trois projets de gaz naturel pour favoriser une transition « verte » ?

Malgré les contestations de nombreux scientifiques, économistes et groupes environnementaux au cours des derniers mois, les compagnies GNL Québec et Gazoduq inc. continuent de promouvoir les bénéfices climatiques et financiers de leurs projets de transport d'hydrocarbures d'origine fossile non conventionnels. Selon l'industrie pétrolière et gazière, un pipeline interprovincial, une usine de liquéfaction et un port méthanier dans l'habitat essentiel du béluga du fleuve Saint-Laurent constitueraient les clefs d'une transition énergétique québécoise réussie.

GENEVIÈVE RICHARD

Bien que la politique énergétique du Québec définisse le gaz naturel (méthane – CH_4) comme une énergie de transition profitable pour la province, la plupart des scientifiques s'entendent pour dire que 80 % des hydrocarbures d'origine fossile doivent être laissés dans le sol si nous voulons limiter le réchauffement climatique à moins de 1,5 ^{0}C. Le bilan environnemental du gaz naturel, considéré plus écologique, est aussi largement contesté en raison des nombreuses fuites de méthane (3 à 9 %) se produisant tout au long de son cycle de production, soit de l'extraction à la distribution. Ces fuites rendent, selon d'autres experts, le gaz naturel tout aussi polluant que le charbon. En effet, le potentiel de réchauffement global du méthane est évalué à plus de 80 fois celui du CO_2 sur un horizon de 20 ans.

TROIS PROJETS INTERDÉPENDANTS

C'est pourtant en misant sur cet argument de transition énergétique que la compagnie GNL Québec tente de promouvoir son projet de complexe industriel de transport de gaz naturel. Trois projets interdépendants et de grande envergure seraient en réalité nécessaires pour développer cette nouvelle filière d'exportation de gaz naturel : un pipeline, une usine de liquéfaction et un port méthanier. L'industrie les a déposés de manière distincte pour permettre des évaluations séparées ne prenant pas en compte les impacts environnementaux et climatiques en amont et en aval, c'est-à-dire engendrés par les méthodes d'extraction non conventionnelles et par la combustion du gaz consommé. Plusieurs groupes d'experts exigent toutefois une analyse combinée des trois projets, soulignant entre autres leur financement commun par les mêmes investisseurs américains.

LA MAURICIE AU CENTRE DU TRACÉ

En novembre 2018, la compagnie Gazoduq inc. annonçait le dépôt du projet de construction d'un pipeline de plus de 750 km qui relierait le nord de l'Ontario et le Saguenay, en passant par la Mauricie, dans le but d'y acheminer du gaz, majoritairement issu par fracturation hydraulique, en provenance de l'Ouest canadien et américain. Cette nouvelle conduite alimenterait une usine de liquéfaction, Énergie Saguenay, et un port méthanier qui permettrait l'exportation du gaz naturel vers l'Europe, l'Asie et potentiellement d'autres marchés mondiaux.

Les promoteurs affirment que le projet contribuera à réduire les émissions mondiales de GES en permettant de remplacer du charbon et du mazout. Par contre, à ce jour, il n'existe aucun contrat entre la compagnie et d'éventuels acheteurs pour confirmer cette affirmation.

La construction du pipeline de Gazoduq inc. en inquiète plusieurs puisqu'on considère que cette nouvelle conduite pave la voie à un futur projet d'oléoduc similaire à Énergie Est. Selon certaines personnes consultées, une fois le corridor gazier en place, il serait plus facile de construire une conduite sœur ou même de convertir le gazoduc en oléoduc.

Une présence toujours active

SYNDICAT DES CHARGÉS DE COURS UQTR

Syndicat.Charge.Cours@UQTR.Ca - www.SCFP2661.Org
C.P. 500, Trois-Rivières (Québec) G9A 5H7
(819) 376-5044

SCC UQTR FTQ SCFP 2661

RÈGLEMENTATION DÉFICIENTE SUR LES HALOCARBURES AU QUÉBEC

Une usine de Bécancour menacée de fermeture

En juin dernier, PureSphera, l'unique usine au Québec se spécialisant dans la récupération d'appareils domestiques de réfrigération et de climatisation, a annoncé qu'elle était menacée de fermeture. L'entreprise ne reçoit pas suffisamment d'appareils réfrigérants pour utiliser son usine de Bécancour à pleine capacité ce qui compromet la rentabilité des opérations. Or, l'enjeu est majeur, puisque tout réfrigérateur usagé qui n'est pas recyclé correctement a le potentiel d'émettre autant de gaz à effet de serre (GES) qu'une voiture parcourant 17 000 km en un an.

LAURA LAFRANCE

Créée en 2008 et autrefois connue sous le nom Recyclage Écosolutions, PureSphera est la seule compagnie au Canada qui recycle à 96 % les gaz nocifs et à 99 % les matériaux qui composent les appareils réfrigérants comme les vieux réfrigérateurs ou les climatiseurs. Le Fonds d'action québécois pour le développement durable (FAQDD) mentionne que depuis sa création, « PureSphera a permis la gestion optimale de plus de 650 000 appareils frigorifiques domestiques en fin de vie, contribuant ainsi à la réduction de plus de 1 250 000 tonnes d'équivalent CO_2 de GES ».

DE PUISSANTS GES

Les réfrigérateurs et les climatiseurs contiennent des halocarbures, c'est-à-dire des gaz réfrigérants dont le potentiel de réchauffement peut atteindre jusqu'à 14 000 fois celui du CO_2. De plus, certains vieux appareils contiennent des halocarbures nuisibles pour la couche d'ozone.

Grâce à son procédé, PureSphera permet au Québec d'éviter l'émission d'une quantité impressionnante de GES, ce qui fait de l'entreprise le plus grand fournisseur québécois de crédits compensatoires sur le marché du carbone. Malgré cette bonne performance, PureSphera pourrait en faire plus.

DESTINATION DES APPAREILS RÉFRIGÉRANTS

Environ 300 000 appareils frigorifiques arrivent en fin de vie, chaque année au Québec. De ces 300 000, seulement 10 % sont récupérés par l'entreprise de Bécancour. Les autres appareils peuvent être partiellement récupérés par d'autres entreprises certifiées. C'est le cas notamment à la Régie de gestion des matières résiduelles de la Mauricie (RGMRM) où on indique avoir reçu et récupéré les halocarbures d'environ 8000 appareils au cours de l'année 2018. La RGMRM avoue toutefois qu'une proportion inconnue d'appareils réfrigérants lui échappent et aboutissent chez les ferrailleurs.

En raison des prix des métaux, il peut être intéressant d'apporter un réfrigérateur chez un ferrailleur. Par contre, un ferrailleur n'acceptera pas un appareil réfrigérant qui contient encore des gaz réfrigérants. Or, il n'y aucune manière de savoir comment les halocarbures sont retirés avant que les appareils soient acheminés aux ferrailleurs. Il y a lieu de croire que ces gaz sont tout simplement rejetés dans l'atmosphère.

UNE RÉGLEMENTATION ÉDULCORÉE

En juillet 2017, le Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques déposait un projet de règlement afin que les appareils ménagers et de climatisation soient visés par la responsabilité élargie des producteurs (REP), c'est-à-dire « une approche qui vise à transférer la responsabilité de la gestion des matières résiduelles engendrées par la consommation de divers produits aux entreprises qui sont à l'origine de leur mise en marché ». Or, ce projet de règlement, qui aurait permis d'éviter l'émission de près de 2400 kilotonnes d'équivalent en CO_2 sur l'horizon 2024-2035, a été abandonné suite aux pressions de l'industrie.

En juillet dernier, le gouvernement, dirigé par la CAQ cette fois, déposait un nouveau règlement sur les halocarbures en excluant les appareils réfrigérants domestiques. Ce règlement édulcoré est critiqué par de nombreuses organisations environnementales.

Au Québec, une faible proportion des réfrigérateurs et climatiseurs en fin de vie sont traités de manière à en retirer les puissants GES qui se retrouvent dans les systèmes réfrigérants. Pourtant, une réglementation efficace pourrait régler le problème.

La MRC de Maskinongé en route vers la carboneutralité

La Société d'aide au développement des collectivités (SADC) de la MRC de Maskinongé a lancé il y a deux ans un projet de développement durable visant la carboneutralité du territoire d'ici 2023. Nous nous sommes entretenu avec Karine Langlais, coordonnatrice du projet En route vers la carboneutralité de la MRC de Maskinongé et conseillère en développement durable pour la SADC, afin qu'elle nous en dise davantage sur ce projet.

MAGALI BOISVERT

« La carboneutralité, c'est en arriver à zéro émission de gaz à effets de serre (GES) », explique d'entrée de jeu madame Langlais. « Pour atteindre la carboneutralité, il faut préalablement connaître la quantité de GES émis par les activités se déroulant sur notre territoire. »

LE BULLETIN D'ÉMISSIONS DE GES

C'est le bilan environnemental réalisé en 2017 qui a donné naissance au projet En route vers la carboneutralité de la MRC de Maskinongé. On peut y lire, par exemple, que 49 % des émissions de GES dans toute la MRC de Maskinongé sont produites par le transport, alors que le secteur agricole en génère 28 %. Un inventaire complet des émissions de GES dans la MRC a été produit en 2018. Grâce à celui-ci, la SADC peut maintenant interpeler la population, les entreprises et les municipalités pour qu'ils puissent tous cibler des pistes d'amélioration.

Afin de préciser l'effort approprié de réduction des GES, il faut déterminer, dans une seconde étape, le niveau de captation de GES des forêts du territoire. Un mandat de recherche a été confié à un groupe de l'Université Laval, qui devrait publier les résultats au printemps 2020.

« Puis, avec l'inventaire d'émissions et celui de captation de carbone par les forêts; on a les plus et les moins, on est capables de savoir ce qu'on doit réduire, dans quelles mesures on doit se mettre en action pour pouvoir atteindre l'équilibre zéro », indique Karine Langlais.

DES ACTIONS CONCRÈTES

Grâce à l'appui financier du Fonds d'action québécois en développement durable et de la Fédération canadienne des municipalités, le projet En route vers la carboneutralité de la MRC de Maskinongé va permettre la réalisation d'actions concrètes. « Le projet de carboneutralité englobe toutes sortes de domaines et va permettre non seulement d'améliorer la qualité de l'air, mais aussi la qualité de vie des citoyens du territoire », souligne la conseillère en développement durable.

Karine Langlais mentionne que déjà de nombreux acteurs dans les municipalités « mettent la main à la pâte » dans ce projet, qu'elle qualifie elle-même d'ambitieux. En effet, quatre comités regroupant respectivement des acteurs des milieux municipaux, entrepreneuriaux, citoyens et agricoles sont en activité depuis deux ans. Ces comités sont accompagnés par deux experts pour les aider dans leur réflexion et mise en action.

CRÉDITS : COMITÉ CITOYEN CARBONEUTRE – MRC DE MASKINONGÉ

Le projet En route vers la carboneutralité de la MRC de Maskinongé vise l'atteinte d'un bilan carbone neutre d'ici 2023. Pour y arriver, des actions comme les cafés réparation sont proposées.

À Saint-Alexis-des-Monts, notamment, les employés de la municipalité agissent comme chefs de file en testant des projets, comme l'implantation de puces sur leurs véhicules afin de compiler des données sur les trajets, la vitesse et, par le fait même, les émissions de GES du parc automobile municipal.

On compte également un grand nombre de bénévoles qui ont à cœur une MRC la plus verte possible : « C'est vraiment une foule de personnes qui se mobilisent pour que ce projet-là ait lieu sur le territoire », conclut Karine Langlais.

LA JUSTICE CLIMATIQUE

Programmation régionale des 23e Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI) du 5 au 21 novembre 2019

UNE INITIATIVE DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES
WWW.CS3R.ORG **819 373-2598**

Relations internationales et Francophonie Québec

Association québécoise des organismes de coopération internationale

JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Ces activités ont lieu dans le cadre des Journées québécoises de la solidarité internationale qui se déroulent présentement dans douze régions du Québec. Ces Journées sont rendues possibles grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec. Cet événement est coordonné au Québec par l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI).

MARDI 5 NOVEMBRE

Projection du film *Une femme en guerre* de Benedikt Erlingsson

Chef de chœur de la chorale du village, Halla est également une activiste écologique très engagée. Alors que l'usine d'aluminium des environs décide d'agrandir ses installations et ainsi détruire une partie du paysage islandais, Halla emploie les grands moyens. Ignorant son identité, les autorités et la presse la surnomment la Femme de la montagne. Halla reste insaisissable, efficace et déterminée… jusqu'à ce qu'on lui propose d'adopter une jeune fille ukrainienne. La perspective de devenir une mère va-t-elle faire basculer ses convictions?

19h30 – 6$ pour les membres et 8$ pour les non-membres
Ciné-Campus de Trois-Rivières
858 rue Laviolette, Trois-Rivières

JEUDI 7 NOVEMBRE

Vernissage de l'exposition Change le monde, une œuvre à la fois - volet Réconcili'Art

Change le monde, une œuvre à la fois est une exposition en art visuel permettant une réflexion et une prise de parole citoyenne sur les problématiques mondiales actuelles et sur ce que nous souhaitons pour demain. Le volet Réconcili'Art a permis de créer des ponts entre des personnes issues de différentes cultures et traditions par l'entremise de la co-création d'œuvres engagées socialement.

15h à 19h – Admission gratuite
Atelier de Javier Escamilla
2623 Avenue Georges, Shawinigan (2e étage)

SAMEDI 9 NOVEMBRE

Soirée Sans Frontière

La Soirée Sans Frontière est un évènement festif mettant en valeur les projets des stagiaires internationaux et les militant.e.s du Comité de Solidarité/Trois-Rivières. Au programme : témoignages des stagiaires, kiosques sur les projets, remise du prix Solidarité Brian Barton, réseautage, bouchées. Bières, vins et cocktails en vente sur place.
17h à 19h – Admission gratuite
Coop 507, 507, rue St-Georges, Trois-Rivières

DIMANCHE 10 NOVEMBRE

Conférence de Lisa Koperqualuk
« Le droit au froid »

De son enfance à Kuujjuaq, dans le nord du Québec, à son engagement pour l'environnement dans les instances internationales, Le droit au froid est le récit de Shela Watt-Cloutier, une femme inspirante, devenue modèle de leadership pour le XXIe siècle.
10h – Admission gratuite
Bibliothèque Gatien-Lapointe de Trois-Rivières
1425 Place de l'Hôtel de Ville

MARDI 12 NOVEMBRE

Conférence de Sébastien Bouchard
« Radios sensationnalistes et populisme »

La radio-sensationnaliste est un acteur politique qui se distingue par sa forme, la radio, par son discours, populiste hargneux et diffamatoire, et par sa capacité à mobiliser certains segments de la population. Quels sont les impacts pour le vivre-ensemble, la démocratie et l'environnement?
19h – Admission gratuite avec billet
Billets disponibles au CS3R ou au local HF-2010 du Cégep de Trois-Rivières
Théâtre du cégep de Trois-Rivières
3175 Boul. Laviolette, Trois-Rivières
Stationnement gratuit

JEUDI 14 NOVEMBRE

Conférence de Raymond Legault du Collectif Échec à La Guerre
« Militarisme et changements climatiques »

Qu'est-ce que le militarisme et comment cela se manifeste-t-il ici et dans le monde ? De quelles manières les guerres, les armées et les industries militaires affectent-elles l'environnement ? En quoi contribuent-elles au réchauffement climatique ? Comment la lutte contre le militarisme peut-elle aussi contribuer au combat contre le réchauffement ?

LE COLLECTIF ÉCHEC à la GUERRE

12h à 13h – Admission gratuite
Salle Hubert Reeves du Collège Laflèche
1687 Boul. du Carmel, Trois-Rivières
Stationnement payant

MERCREDI 20 NOVEMBRE

Rassemblement jeunesse sur la justice climatique

Cette journée sur le thème de la justice climatique propose des mises en situations, des conférences, des jeux et des ateliers pour sensibiliser et mobiliser les élèves du secondaire à devenir des acteurs de changement dans leurs milieux.
9h à 15h – Ile St-Quentin, Trois-Rivières
Activité réservée aux milieux scolaires participants

JEUDI 21 NOVEMBRE

Conférence de Rosalinda Hidalgo
« Résistances du Sud : Enseignements pour des initiatives sociales en justice climatique au Nord »

Lors de cette conférence, Rosalinda Hidalgo présentera les différents impacts écologiques et sociaux que génèrent les entreprises minières canadiennes au Mexique ainsi que les luttes de résistances des peuples latinos-américains face à cette crise provoquée par le modèle capitaliste « extractiviste ».
11h45 à 12h45 – Admission gratuite avec billet
Billets disponibles au CS3R ou au local HF-2010 du Cégep de Trois-Rivières
Grand salon du pavillon des Humanités du Cégep de Trois-Rivières
3175 Boul. Laviolette, Trois-Rivières
Stationnement gratuit

Conférence de Lorraine Guay et Pascale Dufour
« Qui sommes-nous pour être découragées? »

Revenant sur les expériences marquantes de son parcours, Lorraine Guay réfléchit en compagnie de Pascale Dufour aux enjeux sociaux, politiques et personnels que celles-ci soulèvent. Ces perspectives permettent d'offrir une profondeur historique et critique à l'action militante contemporaine et à la participation citoyenne au cœur de tout projet social révolutionnaire. Elles permettent aussi de garder espoir.
17h à 19h – Entrée libre
Achat d'une consommation suggéré
Le Caféier, 45, rue St-Antoine, Trois-Rivières

PARTENAIRES

Pour toutes questions relatives à la programmation, contactez Richard Grenier au 819-373-2598, poste 313 ou au richard.grenier@cs3r.org